



PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 07 juin 2022 à 18h00

Membres Présents : 16

M. Georges CLÉON Président de séance
M. Teddy POPULO Secrétaire de séance
M. Jimmy FARREAU, Mme Tulie TONNET, M. François BABO, Mme Odile RÉSIDENT, M. Tony DAVIDAS, Mme Nathalie CANCORIET, Mme Fiona RÉSIDENT, Mme Elodie LUTHBERT, M. Ludovic OCCOLIER, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Ernest JEAN-LAMBERT, M. Lyail ZACHARIE, M. Chantal MINOT, Mme Elodie BAPTE, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme Lucie LEBRAVE, Mme Jeannie JEAN-MARIE.

Membres absents ayant donné procuration : 7

M. Chantal MINOT donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT à 20h00.
Mme Samantha ZAMOR donne pouvoir à M. Jimmy FARREAU
Mme Marlène MAINGÉ donne pouvoir à Mme Odile RÉSIDENT
M. Ludovic OCCOLIER donne pouvoir à M. François BABO à 20h30
M. Jékhiel MELCHIOR donne pouvoir à M. Tony DAVIDAS
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à M. Teddy POPULO
M. Stephan MARGUERITE donne pouvoir à Mme Fiona RÉSIDENT

Membre absents : 3

Mme Sandra BRUNO
M. Albany JEAN-GILLES
Mme Ghislaine SÉNELY

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services.
Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil, M. Teddy POPULO a été désigné à l'unanimité des suffrages, pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

M. LE PRÉSIDENT informe qu'en raison de la non-conformité du procès-verbal il sera retiré de l'ordre du jour et présenté lors du prochain conseil Municipal.

I - ADMINISTRATION

I - Examen et adoption du Procès-Verbal du 11 avril 2022 (p. 3 à 40)

II – RESSOURCES HUMAINES

3 - Création d'un Comité Social Territorial commun à la ville et au CCAS (p. 41 à 42)

III - FINANCES

4 - Marché des producteurs Martiniquais – Demande de subvention (p. 43)

5 - Attributions de subventions aux associations (p. 44 à 45)

6 - Frais de déplacements professionnels des agents – Frais de transport (p.46)

7 - Subvention pour l'organisation du tour des yoles 2022 (p. 46)

IV - URBANISME

8 - Validation du projet « aménagements cyclables » et plan de financement prévisionnel (p. 47 à 48)

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

M. FARREAUX expose :

OBJET : CREATION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL COMMUN A LA VILLE ET AU CCAS

REFERENCE JURIDIQUE : loi n° 2019-828 du 6 août 2019 instituant le Comité Social Territorial (CST)

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique consacre son premier volet au dialogue social. Les instances représentatives du personnel (CAP, comités techniques, CHSCT) sont, dans ce cadre, revues.

Le Comité Technique (CT) et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) sont réorganisés sur le modèle de la [réforme adoptée en septembre 2017 dans le secteur privé](#). Ils sont fusionnés en une instance unique nommée le Comité Social Territorial (CST).

Celui-ci est compétent sur les problématiques suivantes :

- le fonctionnement et l'organisation des services ;
- l'accessibilité des services et la qualité des services rendus ;
- l'égalité professionnelle ;
- la protection de la santé, l'hygiène et la sécurité des agents ;
- les orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- les lignes directrices de gestion (LDG)

Par ailleurs, selon l'article L.251-9 du code de la Fonction Publique, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant 200 agents au moins.

Le CST de la ville et du CCAS doit être mis en place en 2022 à l'issue des prochaines élections professionnelles qui se tiendront le jeudi 08 décembre 2022. Les dispositions relatives à cette instance entreront donc en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Pour ce faire, une délibération fixant la composition du CST doit être prise au moins 6 mois avant la date du scrutin, au plus tard le mercredi 8 juin 2022.

Les membres du conseil sont invités à se prononcer sur la création du CST qui serait composé comme suit :

Sur le nombre de représentants du personnel au CST commun :

Ce nombre est déterminé en fonction de l'effectif cumulé des agents titulaires, stagiaires et contractuels de public et privé de la commune et du CCASS au 1^{er} janvier 2022 (Art. 29 et 31 du décret 2021-571, décret en référence).

Considérant qu'au 1^{er} janvier 2022, l'effectif de la commune se compose comme suit :

- Commune : 233 agents
- CCAS : 3 agents

Et considérant que pour un effectif \geq à 200 et $<$ à 1000 agents relevant du CST, le nombre de représentants titulaires du personnel peut varier entre 4 et 6 (au choix) ; il est proposé de fixer le nombre de représentants titulaires à 6 (six) personnes.

Une répartition équilibrée entre les femmes et les hommes n'est pas obligatoire dans la composition du CST pour le collège des représentants du personnel. Il est tout de même conseillé. Compte tenu du fait que les femmes représentent 58% des effectifs de la commune et que les hommes en représentent 42% ; il est proposé de se réserver la possibilité d'un maintien de la parité homme / femme au CST, en fonction du souhait des candidats au moment du vote.

Sur la formation spécialisée du comité :

Compte-tenu dudit recensement, il doit également être institué une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail qui sera dénommée « formation spécialisée du comité ».

Dans la mesure où le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée doit être égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le CST, le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de cette formation est donc fixé à 6 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Sur le recueil de l'avis des représentants de la collectivité et du CCAS :

Par ailleurs, il est rappelé que la présente délibération doit ou non prévoir le recueil par le comité social territorial commun et la formation spécialisée du comité de l'avis des représentants de la collectivité et du CCAS sur tout ou partie des questions sur lesquelles ces instances émettent un avis.

Ainsi, il vous est proposé d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité et du CCAS sur l'ensemble des questions sur lesquelles cette instance émet un avis. Il sera donc maintenu un paritarisme numérique entre les deux collèges en fixant un nombre de représentants de la collectivité et de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants dans les deux instances. (CST et Formation spécialisée).

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

Aucune observation n'étant formulée, M. LE PRÉSIDENT met au vote.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité.

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

M. François BABO expose :

OBJET : MARCHÉ DES PRODUCTEURS MARTINICAIS – DEMANDE DE SUBVENTION

La 2nde édition du Marché des producteurs Martiniquais est prévue le samedi 09 juillet 2022 aux abords du marché des fruits et légumes.

Il s'agit de valoriser la production nos éleveurs et agriculteurs vauclinois tout en créant une animation pour les marchandes exerçant habituellement sur ce site.

Une subvention sera demandée à la CTM et à la CAESM sur la base du plan de financement suivant :

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
Logistique <ul style="list-style-type: none">• Location de stands• Aménagement espace (électricité,...)• Sécurité (agents)• Sonorisation	16 000,00 € 3 000,00 € 1 500,00 € 2 000,00 €	Participation Ville du Vauclin CTM CAESM	15 000,00 € 6 000,00 € 6 000,00 €
Promotion <ul style="list-style-type: none">• Publicité et communication	3 000,00 €		
Animation <ul style="list-style-type: none">• Animateur :	650,00 €		
Droits d'auteur	550,00€		

Achats divers	300,00 €	
TOTAL	27 000,00 €	TOTAL
		27 000,00 €

Il est donc demandé aux membres du Conseil municipal de bien vouloir valider cette opération.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat

Mme JEAN-MARIE demande si les stands seront payants et quel est le montant ?

M. François BABO répond que les stands sont payants et le montant sera déterminé en fonction des catégories des exposants comme pour les années précédentes. N'ayant pas les tarifs il lui demande de se rapprocher des services pour avoir les différents prix.

Mme JEAN-MARIE dit que si les stands sont payants, il manque une rubrique dans le budget, car en lisant le document elle comprend qu'ils sont gratuits. La ville participe à hauteur de 15 000€, la CTM et la CAESM pour un montant de 6 000€ mais Mme JEAN-MARIE remarque qu'il n'y a pas de rubrique concernant le montant des locations des stands des participants.

M. LE PRÉSIDENT répond que le montant n'est pas prévisible donc la recette des locations sera déduite du montant de la recette communale dans le budget des manifestations.

Mme JEAN-MARIE précise que c'est un prévisionnel, il est prévu 10 000€ en dépense il faut insérer cette ligne car à lecture elle comprend que les stands sont gratuits, alors qu'il y a trois intervenants financiers, que cela doit être notifié en amont.

M. BABO informe que souvent le montant demandé de la subvention n'est pas celui qui est donné et cette dernière sera donc ajustée avec la subvention de la ville.

19h20, arrivée de M. Fernand ODONNAT.

Mme LEBRAVE se pose la même question que Mme JEAN-MARIE et confirme que bien que cela soit un prévisionnel, le montant doit être précisé même estimatif. Elle demande si l'opération va être reconduite suite aux autres éditions et souhaite qu'une convention officielle soit mise en place.

M. BABO répond que suite à la crise sanitaire il y a eu un temps mort pour cette manifestation et que l'objectif est de la pérenniser.

Mme VOLTINE rebondit sur les réponses faites concernant la ligne sur la recette liée aux locations de stands et dit qu'en comparant le budget prévisionnel de 2022 à celui de 2021, le montant a augmenté de 87%. Elle dit que l'an dernier le budget était de 14 400€, cette année il est de 27 000€ et l'estimation faite sur le nombre d'exposants passe de 5 600€ à 16 000€. Ce n'est pas une augmentation minimale mais le double, donc l'explication selon elle ne tient pas la route. Elle veut savoir pourquoi le budget augmente de 87%.

M. LE PRÉSIDENT répond en précisant que les marchés de 2021 et 2022 ne doivent pas être comparés compte tenu de la crise sanitaire.

M AUGUSTE-CHARLERY dit que c'est une bonne initiative mais qu'il faut prévenir les marchandes assez tôt pour qu'elles ne soient pas prises au dépourvu.

M. BABO dit que les marchandes habituelles seront incluses dans la foire et qu'elles seront informées à l'avance de la manifestation.

M. AUGUSTE-CHARLERY dit que M. BABO n'a pas compris sa question.

M. Le PRÉSIDENT intervient en lui expliquant que les marchandes sont prévenues à l'avance et qu'à chaque manifestation autour du marché elles en sont informées.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal valident à l'unanimité cette opération.

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Mme Fionna RÉSIDANT expose :

OBJET : ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

La municipalité entend maintenir son soutien à la vie associative. Ainsi, comme chaque année, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur la répartition des subventions allouées aux associations qui en ont fait la demande.

La situation sanitaire que nous venons de vivre les deux dernières années a considérablement impacté le fonctionnement des associations, le nombre d'adhérents a chuté (plus de 50% pour certaines). Néanmoins les associations s'attèlent avec beaucoup d'entrain à remobiliser leurs adhérents et à réactiver leurs activités. Plus que jamais le soutien financier de la ville demeure indispensable au bon fonctionnement des associations.

Une première répartition de l'enveloppe budgétaire 2022 vous est proposée en fonction des dossiers reçus à ce jour. Les mêmes critères ont été retenus à savoir : le bilan financier de l'année écoulée, le budget prévisionnel pour l'année en cours, la présentation de chacune des actions à financer, l'attestation sur l'honneur précisant le montant de la subvention sollicitée, la liste des membres du conseil d'administration et du bureau de l'association.

Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante de procéder à la répartition des subventions aux associations suivant le tableau ci-après.

Subventions 2022

Associations	Projets	Subventions sollicitées	Propositions	Subventions accordées 2019
--------------	---------	-------------------------	--------------	----------------------------

ASSOCIATIONS CULTURELLES

Rasin Ki La	Atelier Art Ti Moun	1 000	700	Aucune demande
Fleur Créole et Patrimoine	- Découverte du patrimoine - Accueil de recettes culinaires	700	700	800
La voix de l'évangile	Organisation d'un concert à but humanitaire.	1 500	500	500
TOTAL			1 900	

ASSOCIATIONS SPORTIVES

Club Cycliste Vauclinois	- Ecole du vélo - Tour Cycliste - Compétitions saison 2022 Martinique et Guadeloupe	21 000	13 000	14 000€
Amicale des Sapeurs-Pompier du Vauclain	Equipement d'une salle de musculation	5 000	1 000	Première demande
TOTAL			14 000	

Demandes reçues à ce jour.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Mme RESIDENT et M. MINOT sortent. Ils ne prennent part ni aux débats, ni au vote.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

Mme VOLTINE demande de rappeler aux membres présents du Conseil Municipal « l'article L432 » du code pénal.
M. LE PRÉSIDENT précise qu'une nouvelle demande est arrivée tardivement ce week-end entre la nouvelle entente entre Zizizata et Baie des Mulets et propose une somme de 12 000 € qui va s'ajouter au détail présenté dans le tableau.

Mme VOLTINE demande quel est l'intérêt de comparer avec l'année 2019 et pas l'année précédente.

Mme LEBRAVE précise qu'elle a déjà fait la remarque mais n'a pas suffisamment d'éléments pour juger la somme donnée notamment concernant le CCV. Il serait intéressant d'avoir le budget prévisionnel et le détail du nombre de compétitions.

Concernant l'amicale des Sapeurs-Pompiers, Mme LEBRAVE demande où se trouvera la salle qui sera équipée.

M FARREAUX répond en disant que 2019 est l'année de référence avant le COVID et que la salle de musculation sera bien au CIS.

Mme VOLTINE ne comprend pas la réponse de M. FARREAUX car les sommes sont identiques en 2021 et 2020 donc elle voudrait une explication.

M. FARREAUX répète que l'année de référence est 2019 car c'est la dernière année sans contraintes sanitaires.

M FARREAUX revient sur les débats et trouve qu'il y a des pertes de temps inutiles.

M. LE PRÉSIDENT précise les différences entre les deux années et estime que cela justifie que l'année 2019 soit prise en compte comme année de référence.

Mme VOLTINE précise que « Rasin Ki La » a bien touché une subvention en 2021 alors qu'il y avait la crise sanitaire.

M Le MAIRE précise de nouveau que l'année de référence est 2019 car sur les deux autres années les activités ont été perturbées. Il dit à Mme LEBRAVE que son souci de détail est noté et que les informations complémentaires sont accessibles au niveau des services.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité.

Mme RESIDENT et M. MINOT reviennent.

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

M. FARREAUX expose :

OBJET : FRAIS DE DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS DES AGENTS - FRAIS DE TRANSPORT

Par délibération n°2021-00040, le Conseil Municipal, lors de sa séance du 17 décembre 2021 a actualisé les montants de remboursement des frais d'hébergement et de repas conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Cependant cette délibération ne fait pas mention des frais de transport.

Est considéré en déplacement un agent qui se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale pour les besoins du service.

Comme pour les frais d'hébergement et de repas, il est proposé aux élus de valider la liquidation des frais de transport sur la base des frais réels selon les conditions suivantes :

- 1 aller-retour aéroport-lieu d'hébergement par mission
- Le remboursement des frais de transport en commun

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat.

M. AUGUSTE CHARLERY veut savoir si le montant est le même pour chaque ville étape ou si c'est la ville qui a proposé cette somme.

M MINOT répond que toutes les villes ont le même montant, et précise qu'avant la crise sanitaire le montant était de huit mille euros.

M. AUGUSTE-CHARLERY précise que la question n'était pas posée par rapport au montant et qu'il le trouve minime.

M. DAVIDAS précise que le montant est de nouveau en discussion mais il semblerait que le montant demandé sera revu à la hausse compte tenu de l'augmentation des prix, des sargasses, et du coût du gardiennage.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Ainsi il est proposé au Conseil Municipal d'accorder à la fédération des yoles rondes la subvention sollicitée, à savoir 5000 euros.

La ville du Vauclin a été sollicitée au même titre que toutes les autres villes étapes afin d'apporter son concours financier à cette manifestation qui apporte des retombées économiques à la ville et contribue à faire vivre le patrimoine martiniquais.

Après deux années d'absence, cet événement majeur débutera au Vauclin avec l'accueil du prologue le dimanche 31 juillet et de la 1^{ère} étape, Vauclin-Robert, le 1^{er} août.

Le 36^{ème} tour de Martinique en yoles rondes se tiendra du 31 juillet au 7 août 2022.

OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ORGANISATION DU TOUR DES YOLES 2022

M. MINOT expose :

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité.

VOTE

Les membres du conseil municipal n'ayant formulé aucune observation, M. LE PRÉSIDENT met au vote.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Justificatives.

Les frais de péage d'autoroute, les frais de stationnement du véhicule, les frais de taxis ou de location de véhicules, peuvent également être remboursés quand l'intérêt du service le justifie, après autorisation expresse de l'autorité territoriale et sur présentation des pièces justificatives.

M. LE PRÉSIDENT précise que si la demande est revue à la hausse elle sera présentée lors d'un nouveau conseil municipal.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité.

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

M. FARREAUX expose :

OBJET : VALIDATION DU PROJET «AMENAGEMENTS CYCLABLES» ET DE SON PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

La transition énergétique revêt un enjeu fort vis-à-vis du changement climatique. De ce fait, l'évolution des modes de déplacements motorisés et la valorisation d'alternatives plus douces représentent des pistes de solutions non négligeables auxquelles la plupart des Etats adhèrent.

Afin de répondre à l'ambition du gouvernement de tripler la part modale du vélo dans les déplacements des français d'ici 2024, l'Etat a créé un fonds national « mobilités actives » visant à soutenir, accélérer et amplifier les projets de créations d'itinéraires cyclables.

La Ville du Vauclin, de son côté, souhaite encourager les modes de déplacements doux, tant piétonniers que cyclables, afin de limiter la place de la voiture dans son bourg.

Dès lors, la municipalité a répondu à l'appel à projets régional « aménagements cyclables » et son dossier a été retenu par le comité de sélection.



Mme VOLTINE a plusieurs questions sur ce projet, à savoir :
Le foncier prévu est-il existant ou est-il prévu de l'acquisition pour l'aménagement ? Quelles sont les caractéristiques de la bande et de la piste cyclables ? Est-ce un aménagement unidirectionnel ou bidirectionnel ? Elle veut connaître la largeur de chaque piste ainsi que le nombre de kilomètres prévus au total. Et pour finir elle demande qui va entretenir les différents espaces : est-ce la ville ou un prestataire ? Est-ce qu'un recrutement est prévu ?
M. FARREAUX répond qu'aucune acquisition n'est prévue, les aménagements étant réalisés sur les bords des routes communales ou avec l'accord de la CTM sur les routes lui appartenant. S'agissant des caractéristiques, tout dépendra des possibilités ; l'entretien sera fait par la ville et aucun personnel supplémentaire n'est prévu pour l'entretien.
Mme VOLTINE ne comprend pas, en disant que la ville a répondu à un appel à projet, donc dans le dossier présenté elle a dû préciser si le type d'aménagement est unidirectionnel ou bidirectionnel, la largeur des voies etc...
Dans le projet présenté, les caractéristiques n'étaient-elles pas précisées ?

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat.

- De donner mandat au Maire pour adresser les demandes de subventions susmentionnées et signer tout document, correspondance et convention financière nécessaires à la réalisation de cette opération
- De valider le plan de financement prévisionnel tel que présenté,
- De valider l'opération « aménagements cyclables au bourg du Vauclin ».

Il vous est demandé, Chers Collègues :

Collectivité	Pourcentage	Montant
CTM	54,8 %	113.061,00 €
Etat (fonds mobilité active)	14,6 %	30.000,00 €
Etat (fonds d'intervention Préfecture)	14,6 %	30.000,00 €
Espace Sud	8%	16.482,00 €
Ville	8%	16.482,00 €
Total	100 %	206.025,00 €

Il convient désormais, pour la collectivité, d'entériner l'opération et son plan de financement prévisionnel afin de solliciter, auprès des autres partenaires, des subventions, comme représentées dans le tableau ci-contre.

M. FARREAUX répond que cet appel demandait de prévoir les voies que la ville souhaite aménager, le type de voies, tel qu'indiqué sur le plan qui leur a été remis, et les précisions techniques n'étaient pas à préciser. C'est un travail qui sera fait sur le terrain afin de définir en fonction de chaque espace à aménager ce qu'il sera possible ou pas de faire.

Mme VOLTINE pense que le projet peut avorter en fonction de la réalité car il y a des règles à respecter, les pistes cyclables ne se font pas comme ça, il y a une réglementation donc elle ne comprend pas.

M. DAVIDAS est content que Mme VOLTINE puisse avoir ce souci du détail, Il précise que toutes les caractéristiques ne seront pas présentées au conseil municipal du jour, et il lui souligne que c'est un projet ambitieux, volontaire et qui sera révolutionnaire pour la ville.

Mme JEAN-MARIE veut savoir sur combien de kilomètres s'étend la piste cyclable.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que tous les éléments ne peuvent être mis dans le rapport et qu'il est possible de le consulter dans son intégralité dans le service concerné. Il précise aussi qu'à partir du vote du jour les études seront lancées afin d'affiner certains détails.

En réponse à la question de Mme JEAN-MARIE, Mme ABOUE-ZAMBO dit que sur la base déposée, les largeurs de voie sont de 1.50m et 2m au niveau de l'usine. Les distances en mètre linéaire sont sur la RD5 de 100m et aux abords de la RN6 de 200m, près de l'usine 400m et au niveau du Boulevard Léopold Bissol 280m. Elle précise que ce sont des éléments de base qui ont servi d'estimation pour les montants de subventions attribué à la ville mais suite aux études, les éléments seront reprécisées lors d'un futur conseil.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité moins quatre abstentions (Mme VOLTINE, M. ODONNAT, Mme JEAN-MARIE, M. AUGUSTE-CHARLERY)

Fin du Conseil Municipal.